

BRÈVES SECTORIELLES

États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2024-02 du 12 janvier 2024

Sommaire

Commerce et sanctions

1. Les importations américaines originaires de Chine poursuivent leur baisse
2. Le Département du Commerce va publier une stratégie sur la sécurité nationale
3. L'acquisition de US Steel par le japonais Nippon Steel continue de susciter la controverse
4. Le Département du Commerce se prononce en faveur de mesures antidumping sur les importations d'acier pour emballages en provenance de Chine

Industrie

5. Hewlett Packard Entreprise rachète Juniper Networks pour 14 Md\$

Distribution et divertissement

6. Hertz vend un tiers de sa flotte de véhicules électriques aux États-Unis

Agriculture et industrie agroalimentaire

7. Une étude d'une organisation de consommateurs met en évidence la présence d'agents plastiques dans les aliments
8. La filière de production du chanvre demande au Congrès des assouplissements réglementaires lors du prochain Farm Bill

Santé

9. Eli Lilly va vendre directement aux patients des médicaments permettant la perte de poids

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. Les importations américaines originaires de Chine poursuivent leur baisse

Selon les derniers chiffres [publiés](#) le 9 janvier par le Département américain du Commerce, les importations américaines en provenance de Chine ont atteint 35,5 Md\$ en novembre 2023, soit une diminution de 4 % en glissement annuel. Lors des onze premiers mois de l'année 2023, les importations américaines ont diminué de 20 % par rapport à la même période en 2022, passant de 500 Md\$ à 399 Md\$. Le commerce bilatéral sino-américain, recouvrant les exportations et importations des deux pays, a de son côté représenté 529 Md\$ entre janvier et novembre 2023, en baisse de 17 % par rapport à la même période en 2022.

2. Le Département du Commerce va publier une stratégie sur la sécurité nationale

Le National Foreign Trade Council (NFTC), organisation qui représente les intérêts de grandes entreprises américaines, a [annoncé](#) le 9 janvier le lancement d'une nouvelle « alliance pour la sécurité nationale et la compétitivité ». Destinée à favoriser les interactions entre la communauté d'affaires américaine et l'administration, cette alliance sera chargée de formuler des recommandations auprès du gouvernement dans le cadre de la mise en œuvre de mesures relatives au contrôle export, aux sanctions et à l'investissement. Une telle collaboration doit également permettre à l'administration de sensibiliser les entreprises aux bonnes pratiques et de calibrer ses futures initiatives réglementaires et législatives. Invité à s'exprimer à l'occasion de cette annonce, le Secrétaire adjoint au Commerce Don Graves a [indiqué](#) que « le Département du Commerce [était] plus que jamais focalisé sur la sécurité nationale », précisant que son Département accueillerait cet été un sommet sur les données et l'analyse des chaînes de valeur associant des représentants du secteur privé afin d'identifier les opportunités de partage de données pour l'administration et bénéficier des observations de la part des principaux acteurs de l'industrie. Don Graves a également précisé que le Département du Commerce publierait prochainement sa première stratégie de sécurité nationale.

3. L'acquisition de US Steel par le japonais Nippon Steel continue de susciter la controverse

Cleveland-Cliffs et l'industrie de l'acier américaine sont au centre des débats depuis plusieurs semaines en raison de la [décision](#) de rachat du producteur américain US Steel par le japonais Nippon Steel le 18 décembre dernier, à un prix (14 Md\$) près de deux fois supérieur à celui proposé en août dernier par Cleveland-Cliffs. Le 20 décembre, S. Brown a [adressé](#) une lettre au Président J. Biden pour exprimer ses

fortes préoccupations à l'égard de ce rachat et l'exhorter à utiliser « toutes autorités applicables afin d'assurer un examen approfondi de l'acquisition proposée et de ses impacts ». D'autres sénateurs ont également [écrit](#) à J. Yellen, dont le Département préside le comité interagences CFIUS, en charge du contrôle des investissements étrangers susceptibles de porter atteinte à la sécurité nationale des États-Unis, afin de l'inciter à « bloquer l'acquisition ». Le 21 décembre, la Présidente du Conseil économique de la Maison-Blanche L. Brainard a [indiqué](#) que « l'acquisition de cette entreprise américaine iconique par une entité étrangère – même originaire d'un proche allié – semble mériter un examen approfondi ». Bien que le Département du Trésor n'ait pas officiellement annoncé avoir commencé un examen du projet de rachat, la presse [rapporte](#) que les conseillers juridiques d'US Steel et de Nippon Steel aurait déjà discuté avec ce Département de la manière d'engager le processus avec CFIUS.

4. Le Département du Commerce se prononce en faveur de mesures antidumping sur les importations d'acier pour emballages en provenance de Chine

Le 5 janvier, le Département du Commerce a [publié](#) ses conclusions finales dans le cadre d'une enquête antidumping et antisubventions sur les importations d'acier pour emballages de huit pays (Allemagne, Canada, Chine, Corée du Sud, Pays-Bas, Taïwan, Turquie et Royaume-Uni). Cette enquête résulte d'une plainte introduite l'année dernière par le producteur d'acier américain Cleveland-Cliffs et le syndicat des travailleurs de l'acier United Steelworkers. Au Congrès, cette plainte avait fait l'objet d'un [soutien](#) bipartisan, émanant notamment des sénateurs S. Brown (D – Ohio), J. D. Vance (R – Ohio), et J. Manchin (D, Virginie-Occidentale) et des représentants B. Johnson (R – Ohio), C. Miller (R – Virginie-Occidentale) et A. Mooney (R – Virginie-Occidentale) des États dans lesquels est basé Cleveland-Cliffs.

Le Département du Commerce estime que les importations de quatre des huit pays visés par l'enquête – l'Allemagne, le Canada, la Chine et la Corée du Sud – font l'objet de dumping sur le marché américain et se verraient appliquer des droits antidumping (2,6 % pour les produits coréens, 5,2 % pour les produits canadiens, 6,8 % pour les produits allemands et 122,52 % pour les produits chinois) mais déterminé que les produits originaires des Pays-Bas, de Taïwan, de Turquie et du Royaume-Uni ne faisaient pas l'objet de dumping. Dans le cadre de l'enquête antisubventions (qui ne portait que sur les importations chinoises), le Département du Commerce a conclu que les produits d'acier pour emballages originaires de plusieurs entreprises chinoises faisaient également l'objet de subventions et a décidé l'application de droits compensateurs compris entre 649,9 % pour l'une d'entre elles et 331,8 % pour les autres.

La Commission américaine sur le commerce international (United States International Trade Commission, USITC) doit maintenant se prononcer sur l'existence d'un dommage causé à l'industrie américaine par ces importations, pour que les droits entrent

définitivement en vigueur. La Consumer Brands Association, qui représente les industries utilisatrices d'acier pour emballages, a [indiqué](#) que l'USITC devrait rejeter les arguments de Cleveland-Cliffs et assurer la viabilité de la production de conserves et autres produits alimentaires dérivés de l'étain, dont [dépendent](#) selon elle 40 000 emplois.

Brèves

- Le 3 janvier, le président de la Commission spéciale sur le parti communiste chinois à la Chambre des représentants, M. Gallagher (R-Wisconsin), a [adressé](#) une lettre à la Secrétaire au Commerce Gina Raimondo afin de l'inciter à ouvrir une enquête sur la société émiratie Group 42 Holdings. S'appuyant sur des investigations réalisées par la Commission spéciale, M. Gallagher recommande de placer l'entreprise spécialisée dans l'intelligence artificielle et ses filiales sur la liste de restrictions à l'export du Département du Commerce, l'*Entity List*, en raison des liens entretenus par Group 42 Holdings avec l'industrie militaire chinoise et l'équipementier Huawei, actuellement sous sanctions américaines.
- Le 5 janvier, la Représentante au Commerce américaine (USTR) K. Tai a [annoncé](#) la nomination de Juan A. Millan comme Conseiller juridique principal (*General Counsel*), après le départ de la titulaire de ce poste, Greta Peisch. J. A. Millan était jusqu'alors conseiller général adjoint pour la veille et la mise en œuvre des engagements commerciaux au Bureau de l'USTR.
- Le 11 janvier, le Président J. Biden a [annoncé](#) son intention de nommer Nelson Cunningham, co-fondateur du cabinet de conseil McLarty Associates et ancien conseiller du Président B. Clinton, au poste de Représentant au Commerce (USTR) adjoint. L'USTR K. Tai s'est [félicitée](#) de cette annonce.
- Le 11 janvier, le Département d'État américain a [désigné](#) trois entités et un individu russes accusés d'avoir contribué au transfert de matériel nord-coréen vers la Russie pour concevoir des missiles balistiques. Quatre appareils appartenant au Commandement de l'aviation de transport militaire russe, actuellement sous sanctions américaines, ont également été désignés.

Industrie

5. Hewlett Packard Entreprise rachète Juniper Networks pour 14 Md\$

Le groupe d'informatique américain Hewlett Packard Enterprise (HPE) est parvenu à un accord avec Juniper Networks, entreprise américaine de télécommunications spécialisée dans les équipements

réseau, pour racheter cette dernière pour un montant d'environ 14 Md\$. Cette opération permettra à HPE de doubler sa division dédiée aux équipements réseau et de mettre la main sur les activités d'IA de Juniper, qui développe une technologie de gestion du réseau sans fil grâce à l'IA suite à l'acquisition de la startup Mist en 2019. Les équipements réseau représenteront plus de 30 % des activités de HPE suite à cette acquisition.

Brèves

- Le conseiller spécial Mitch Landrieu, chargé de la coordination de la mise en œuvre de la loi bipartisane sur les infrastructures (BIL), a quitté ses fonctions le 8 janvier. Il rejoindra [selon CNN](#) l'équipe pour la réélection de Joe Biden en tant que co-directeur de campagne.

Distribution et divertissement

6. Hertz vend un tiers de sa flotte de véhicules électriques aux États-Unis

L'entreprise américaine de location de voitures Hertz a [annoncé](#) le 11 janvier dans un document transmis à la SEC qu'elle allait se séparer d'un tiers de sa flotte de véhicules électriques aux États-Unis, soit 20 000 voitures au total. Celles-ci seront remplacées par des véhicules à moteur thermique. Cette décision marque un changement dans la stratégie de Hertz, qui s'était engagée dans une électrification massive de son parc en 2021 avec une commande de 100 000 voitures auprès de Tesla. Ce changement a été guidé par une demande beaucoup plus faible qu'anticipé pour les véhicules électriques, ainsi qu'une marge plus faible réalisée sur leur location. Hertz renonce ainsi à son objectif d'électrifier un quart de sa flotte d'ici la fin de l'année 2024.

Agriculture et industrie agroalimentaire

7. Une étude d'une organisation de consommateurs met en évidence la présence d'agents plastiques dans les aliments

Le Consumer Report, organisation de défense des consommateurs, a [publié](#) un article à la suite d'analyses réalisées sur des échantillons de nourriture. Celle-ci recherchait des traces d'agents plastiques (10 types de phtalates et les bisphénols A, F et S) dans un large éventail de catégories d'aliments : boissons, conserves, condiments, produits laitiers, fruits de mer et poissons, céréales, plats préparés, alimentation infantile, viandes, fruits et légumes emballés.

Le Consumer Report a mis en évidence la présence généralisée de ces agents plastiques dans les échantillons testés. Si les niveaux de concentration détectés sont, individuellement, produit par produit, inférieurs aux seuils réglementaires (rappelés dans [la méthodologie](#)), le Consumer Report déclare qu'étant donnée cette omniprésence d'agents plastiques, il devient difficile de définir des seuils de sécurité par aliment puisque le consommateur est en fait exposé à un effet cumulatif préoccupant en ingérant tous ces aliments. Par ailleurs, 84 des 85 échantillons testés étaient positifs à la présence de bisphénols ou de phtalates, qu'ils soient issus d'un mode de production bio ou conventionnel.

Étant donnée la présence d'agents plastiques dans une large gamme de produits sous conditionnements variés (plastique, conserve, carton), le Consumer Report fait l'hypothèse d'une migration des agents plastiques qui aurait lieu tout le long de la chaîne de production, du champ à l'assiette, et pas uniquement à l'occasion de l'emballage final de l'aliment.

8. La filière de production du chanvre demande au Congrès des assouplissements réglementaires lors du prochain Farm Bill

Alors que sa culture avait été interdite au milieu du 20^e siècle lorsqu'il avait été classé comme produit stupéfiant et placé sous l'autorité de la Drug Enforcement Administration (DEA), la production de chanvre a été progressivement réintroduite lors du Farm Bill de 2014 puis celui de 2018. Le Farm Bill de 2014 n'autorisait la culture du chanvre que dans le cadre de programmes de recherche sur le cannabis thérapeutique conduits par des institutions publiques. Puis le Farm Bill de 2018 a [ré-autorisé](#) plus largement la culture du chanvre pour la production de fibres, de grains ou des composés dérivés (en particulier le CBD, molécule présente dans le cannabis mais considérée comme non-stupéfiante). Les variétés de chanvre cultivées doivent avoir des taux de THC, la molécule faisant du cannabis un produit stupéfiant, inférieurs à 0,3 % de matière sèche. Le respect des taux de THC est systématiquement vérifié par la DEA.

La profession du chanvre a [adressé](#) une lettre au Congrès où elle demande d'intégrer dans le prochain Farm Bill plusieurs dispositions qui permettraient de renforcer la filière. Elle voudrait élargir les débouchés de la culture en autorisant l'utilisation de CBD comme additif alimentaire et l'utilisation du grain du chanvre en alimentation animale. D'autre part, elle souhaite faciliter la production en réduisant l'engorgement actuel des laboratoires de la DEA en autorisant des laboratoires privés certifiés à réaliser les tests de conformité. Enfin, elle demande un allègement des exigences sur les tests pour les producteurs de chanvre-grain et chanvre-fibre en proposant un dispositif alternatif plus ciblé mais tout aussi efficace pour détecter les éventuelles infractions à l'interdiction de la culture de la marijuana. Aux États-Unis, l'USDA [estimait](#) que la culture du chanvre en 2021, moins de 3 ans après son autorisation, couvrirait 22 000 hectares pour une valeur marchande de 824 M\$.

Brèves

- La [proposition 12](#) sur le bien-être animal en Californie est définitivement entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2024. Les recours formés par les producteurs de porc sur l'inconstitutionnalité de cette loi étaient remontés en appel jusqu'à la Cour Suprême qui avait débouté les requérants en mai 2023. Après quelques mois pour permettre aux opérateurs d'écouler leurs stocks, les œufs, viandes de porc et de veau vendus en Californie doivent à présent être issus d'élevages dont le mode de production exclut les dispositifs de contention des animaux.

Santé

9. Eli Lilly va vendre directement aux patients des médicaments permettant la perte de poids

Eli Lilly a [annoncé](#) le 4 janvier le lancement de LillyDirect, une plateforme de télésanté qui fournira aux patients des ordonnances pour des maladies telles que l'obésité, les migraines et le diabète – en mettant l'accent sur les nouveaux médicaments amaigrissants. Un service de distribution des produits est proposé gratuitement.

Cette annonce [intervient](#) alors que les laboratoires pharmaceutiques et les industries de santé manifestent leur souhait de capitaliser sur la nouvelle série de médicaments amaigrissants, dont le Zepbound de Lilly, récemment autorisé, qui sera vendu par l'intermédiaire de leur nouvelle plateforme.

L'année dernière, WeightWatchers a cessé de se concentrer sur la planification de régimes pour acquérir la plateforme de télésanté Sequence, qui permet aux clients d'accéder aux médicaments amaigrissants par l'intermédiaire de prestataires de soins médicaux. L'action de WW a clôturé en baisse de plus de 11 % le 4 janvier à la suite de l'annonce de Lilly.

Brèves

- Bristol Myers Squibb a [annoncé](#) le 22 décembre son intention d'acheter le fabricant de médicaments contre la schizophrénie Karuna pour environ 14 Md\$. Cette opération témoigne de la croissance rapide du segment des neurosciences dans le marché pharmaceutique.
- YouTube [lance](#) une nouvelle fonctionnalité qui oriente ses utilisateurs vers de courts tutoriels sur la manière de prodiguer des soins de premiers secours susceptibles de sauver des vies – tels que la réanimation cardio-pulmonaire, la reconnaissance d'une crise cardiaque ou l'administration de Narcan, un médicament qui permet d'inverser une overdose – avant l'arrivée des premiers secours. Il s'agit de la dernière initiative

en date de la société pour lutter contre la désinformation en matière de santé, en fournissant des informations de haute qualité et vérifiées.

- La startup Mobile Physics a [développé](#) une technologie permettant de détecter la qualité de l'air et les niveaux de fumée à proximité de la personne qui le porte, et d'alerter les utilisateurs en cas de danger. Qualcomm et STMicroelectronics ont déjà [intégré](#) cette fonctionnalité pour la prochaine plateforme de téléphone Android.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington
washington@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis
Abonnez-vous [ici](#)